

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Deutschland

Une fois de plus, l'Allemagne exemplaire va dicter à l'Union européenne ce qu'il convient de faire après le Brexit au nom de la sagesse allemande, de la vertu allemande et des hautes connaissances que les dirigeants allemands possèdent dans la gestion de *l'économie sociale de marché*.

L'autoglorification allemande n'a d'égale que la niaiserie des thuriféraires de ce pays vieillissant, malade de ses banques, « compétitif » par ses délocalisations et ses bas salaires et ravagé par l'injustice sociale. En Allemagne, les 10 % les plus riches possèdent 60 % de la richesse du pays alors que les 50 % les moins riches n'en possèdent que 2,5 %. En Allemagne, la réforme des retraites est tellement réussie que 17 % des retraités (3,4 millions de personnes) vivent sous le seuil de pauvreté et que de nombreux autres travailleurs précairés viendront les rejoindre dans les prochaines années.

Très logiquement, l'injustice croissante fait croître les grèves depuis des années : grèves dans les chemins de fer, dans les aéroports, dans les hôpitaux... En 2015, l'Allemagne a connu deux millions de journées de grève ! Ce n'est qu'un début, le combat des travailleurs allemands continue !

Happy Brexit !



Turquie

Où va
Erdogan ?

p. 10

Espagne

Podemos
en échec

p. 8

Edgard Pisani

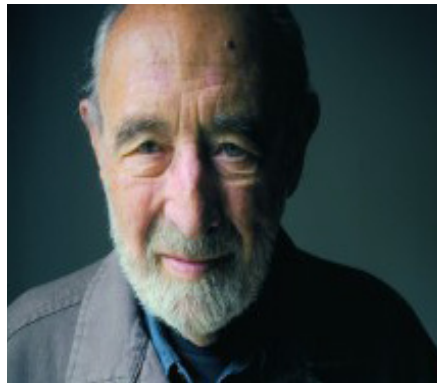
Nous avons appris avec grande tristesse la mort d'Edgard Pisani, le 20 juin. Ministre du général de Gaulle puis de François Mitterrand, ce Résistant exemplaire a exercé une influence décisive sur les fondateurs de la Nouvelle Action royaliste et de Royaliste.

Si la France avait été gouvernée par l'extrême droite xénophobe en 1936, Edgard Pisani, sujet britannique né à Tunis d'une famille maltaise n'aurait pas pu s'installer à Paris et y faire de brillantes études. Même naturalisé, il serait resté un *Français de papier* selon la formule aberrante inventée par l'Action française et reprise par le Front national. Aberration soulignée par l'admirable parcours politique d'Edgard Pisani.

Comme tant d'autres jeunes gens fraîchement intégrés à la nation française, l'étudiant devenu surveillant de collège rejoint la Résistance, participe à la prise de la préfecture de police le 19 août 1944 et joue un rôle central tout au long de l'insurrection parisienne. À la Libération, il choisit tout naturellement le service de l'État. Sous-préfet puis préfet, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur puis du ministre de la Défense, il devient sénateur (Gauche démocratique) en 1953. Après le retour du général De Gaulle, il est ministre de l'Agriculture pendant quatre ans mais vote la motion de censure contre Georges Pompidou en 1968 et fonde un mouvement gaulliste de gauche avant de rejoindre le Parti socialiste en 1974.

Il faudrait de nombreuses pages pour évoquer le rôle d'Edgard Pisani dans la transformation de l'agriculture française, sa conception de la politique de développement lorsqu'il siégeait à la Commission européenne, sa mission de haut-

commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie en 1985 et ses nombreux ouvrages - je pense plus particulièrement à *l'Utopie foncière* et à l'essai dans lequel il s'était prononcé « *Pour une agriculture marchande et ménagère.* »



C'est cet homme d'État que nous sommes allés voir, Gérard Leclerc et moi, un beau jour de 1972. Notre tout jeune mouvement n'était pas encore sorti de son sommeil dogmatique et nous l'avions interrogé avec audace sur la pensée gaullienne sur les institutions, sur la République et la démocratie. (1) Celui qu'on appelait le Sphinx nous avait longuement répondu avec une amabilité chaleureuse et sans jouer un instant au donneur de leçon. Il réfléchissait avec nous et pour nous, sans tenir compte de l'image *mao-maurrassienne* stupidement fabriquée par les médias. Comme Maurice Clavel et Frédéric Grendel au même moment, Edgard Pisani avait compris avant nous le sens de notre entreprise et le principal

péril auquel nous étions exposés. Après nous avoir dit qu'il aurait été partisan d'une monarchie installée, il nous avait avertis que le débat sur la République et la monarchie, s'il s'engageait, provoquerait autour de notre mouvement « *une polarisation extraordinaire de toutes les médiocrités* » tandis que la « *masse vivante* » du pays serait contre nous.

Nous n'avons jamais oublié cette mise en garde, qui nous a permis de ne pas en revenir aux facilités de la réaction conservatrice qui allait saisir une partie de l'opinion publique dix ans plus tard. Nous avons repris toute la réflexion sur la République et sur la démocratie et rejoint les gaullistes de gauche dans maints combats qui ont été perdus mais qui ont forgé notre collectivité... Bien plus tard, à la fin du premier septennat de François Mitterrand, Edgard Pisani me demanda de venir le voir. Il occupait, rue de la Bienfaisance, un vaste bureau de conseiller à la présidence de la République. « *Je sers l'État depuis bien des années*, me dit-il en substance, *et je m'interroge sur le Pouvoir en tant que tel. Voulez-vous me dire ce que vous en pensez ?* » Surpris, j'esquissais quelques pistes de réflexion, lui conseillais de lire Claude Bruaire (2) puis revins le voir en compagnie de Luc de Goustine. Edgard Pisani prenait des notes sur un cahier d'écolier sans la moindre affectation. L'homme d'État travaillait sur la matière dont il avait la charge, étranger aux niaiseries *pragmatiques* qui étouffaient déjà le souci politique. Il importe que les jeunes gens qui se destinent au service public prennent Edgard Pisani pour modèle.

Bertrand RENOUVIN

(1) Sous le titre « *La tentation conservatrice du royalisme* », notre entretien avec Edgard Pisani a été repris dans « *La nation et l'universel, 40 ans de débats dans Royaliste* », IFFCE, Collection Cité, 2016, 18 €.

(2) Claude Bruaire, *La raison politique*, Fayard, 1974.

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Deutschland. - P 2 : Deuil : Edgard Pisani. - P 3 : Italie : Vers une cyberdémocratie. - Écho des blogs : Dépressions grecques. - P 4 : Code du travail : La voie de son maître. - P 5 : États-Unis : L'alternance à Washington. - P 6-7 : Bernard Bourdin : À quoi bon la religion ? - P 8 : Podemos : Jusqu'au bout de Gramsci. - P 9 : Brexit : Rule Britannia ! - P 10-11 : Turquie : Erdogan et sa politique extérieure. - P 12 : Social : La précarité des correcteurs. - P 13 : Idées : Un XIXe siècle religieux. - Brèves : Allemagne, Népal, Roumanie, Brésil. - P 14 : Histoire : Politique et religion en islam sunnite. - P 15 : Communiqué du Prince Jean de France - Réabonnements - L'été de la NAR. - P 16 : Édito par Bertrand Renouvin :

Vers une cyberdémocratie ?

La cause est entendue, le Mouvement 5 étoiles (Movimento 5 Stelle, M5S) sort vainqueur du scrutin municipal partiel qui s'est déroulé en Italie les 5 et 19 juin dernier, mais cette victoire pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponses.

Certes, les candidats de ce parti fondé en 2009 par l'humoriste Beppe Grillo l'ont emporté au second tour dans dix-neuf des vingt villes où ils étaient en ballottage face aux candidats du Parti démocrate (PD) de Matteo Renzi, le président du Conseil italien. Mais que feront-ils de leur victoire tant au niveau local que national, puisque le M5S et ses dirigeants sont désormais présentés comme la seule alternative au gouvernement actuel ? Localement, les nouveaux édiles devront répondre aux attentes parfois contradictoires d'un électorat souvent composite. Et, si Chiara Appendino peut se targuer d'une petite expérience dans la gestion municipale à Turin, capitale du Piémont réputée saine dans sa gestion, il n'en est pas de même pour Virginia Raggi à Rome, une novice en politique dans une ville à l'endettement record. L'avenir du parti repose pourtant sur les frères épaules de ces nouveaux élus : qu'ils réussissent et ils montreront que le M5S peut gouverner l'Italie tout entière.

Car le véritable enjeu est national dans ce pays miné par le clientélisme, où la droite est en pleine décomposition, où les électeurs de gauche ne savent plus à quel saint se vouer et où l'ensemble des partis politiques traditionnels sont discrédités soit par les soupçons de corruption qui pèsent sur leurs dirigeants soit par des scandales avérés ; où l'économie souterraine prospère et où la preuve de l'échec des politiques économiques et sociales dictées par Bruxelles n'est plus à faire, à la veille d'un référendum, prévu pour le mois d'octobre, sur une réforme constitutionnelle censée conférer plus de stabilité aux institutions et rendre le pays gouvernable.

Si le rejet de Matteo Renzi exprimé lors des municipales se confirme à l'occasion du référendum, le président du Conseil devra démissionner, comme il s'y est engagé, et le président de la République italienne n'aura pas d'autre choix que de nommer un dirigeant du M5S au palais Chigi. Reste à savoir lequel ? (le M5S étant présidé par un directoire de cinq élus nationaux mis en place par Grillo). Et pour mener quelle politique ? Son programme fourre-tout comprend à la fois des mesures susceptibles de satisfaire ses électeurs de gauche (un revenu de citoyenneté pour les plus pauvres) et de droite (sur l'immigration), les écologistes (la décroissance), les europhobes (convocation d'un référendum sur la sortie de l'euro), et tout Italien qui ne supporte plus la corruption puisque la moralité de la vie publique est érigée en vertu cardinale par le parti. À moins que, à l'image d'un Luigi Di Maio, le membre du directoire le plus en vue, vice-président de la Chambre des députés, il découvre le confort d'un alignement sur l'Union européenne et l'Otan. La seule question qui vaille deviendrait alors : combien de temps faudra-t-il à un candidat hors système pour rentrer dans le rang une fois nommé président du Conseil ?

Nicolas PALUMBO

Dépressions grecques

N'oublions pas la Grèce ! De récentes enquêtes montrent que les effets sanitaires et sociaux de la thérapie de choc ultra-libérale sont effroyables.

Le site EurActiv (1) fait écho à une étude menée par le gouvernement grec, selon laquelle les Grecs sont de plus en plus nombreux à souffrir de dépression.

L'autorité statistique publique grecque ELSTAT établit dans son enquête que le nombre de Grecs, surtout des femmes, présentant des symptômes de dépression est alarmant. « *Après six ans de récession, le système de soins de santé grec a subi de plein fouet les conséquences des politiques d'austérité. 12,9 % de la population grecque affirme ne pas avoir reçu de soins médicaux ou avec beaucoup de retard. Une situation causée par des listes d'attente trop longues, l'isolement ou l'absence de moyens de transport (5 %), ainsi que le manque de personnel médical (9,4 %). En outre, 13,6 % des Grecs n'ont pas les moyens de se payer de soins médicaux, 15,2 % ne peuvent se permettre de soins dentaires, 4,2 % de soins psychiatriques et 11,3 % les médicaments prescrits par les médecins. Les résultats de l'étude montrent une inquiétante augmentation de la dépression au sein de la population grecque. 4,7 % des personnes interrogées ont déclaré souffrir d'une dépression, soit une augmentation de 80,8 % par rapport à 2009 (2,6 %). Parmi eux, trois hommes sur dix (33 %) et près de sept femmes sur dix (67 %) assurent avoir souffert de symptômes de dépression, tandis que 7,6 % de la population souffrent de troubles de l'anxiété et 1,7 % de troubles mentaux. De plus, 38,3 % des interrogés déclarent être sujets à des émotions « négatives » et 3,3 % ont déjà eu des pensées suicidaires.* »

Sur son blog, (2) Panagiotis Grigoriou cite d'autres chiffres alarmants. « *Durant le premier trimestre de l'année 2016 le volume des ventes dans la grande distribution en Grèce a connu une baisse de 7,8 %, comparé aux résultats de l'année dernière. En mars de cette année, la baisse enregistrée a été de 13,5 %, une première !* » et rapporte un article du quotidien I Kathimerini : « *La baisse du volume des ventes dans la catégorie des produits alimentaires de base a atteint tout de même 13 % au premier trimestre de 2016 par rapport à la même période l'année dernière, alors que celle concernant les biens d'équipement ménager ou les produits de soins personnels, a été de 9,8 % et 6,4 % respectivement.* »

Les touristes qui viendront en Grèce cet été ne verront pas cette misère : il y aura du monde sur les terrasses, des serveurs affairés et du bouzouki. Mais les classes moyennes et populaires souffrent depuis 2010 et plus encore depuis que la trahison de Tsipras les prive de tout espoir politique à court terme.

Jacques BLANGY

(1) <http://www.euractiv.fr/section/sante-modes-de-vie/news/depression-rises-80-in-greece-with-women-hit-the-hardest/>
(2) <http://www.greekcrisis.fr/2016/06/Fr0518.html#deb>

La voie de son maître

Inspirée par des préjugés ultra-libéraux, la loi El Khomri est imposée par un gouvernement inflexible, fidèle exécutant des recommandations de l'Union européenne.

Le texte adopté le 12 mai dernier sous la contrainte du 49-3, diffère sensiblement du projet initial du gouvernement qui a retenu 469 des plus de 5 000 amendements déposés par les députés. Le gouvernement a, par exemple, renoncé à retenir le critère national pour les licenciements effectués par un groupe international. Il a reculé sur la sur-taxation des CDD, contestée par le patronat, renvoyant la patate chaude aux partenaires sociaux dans leurs difficiles négociations sur l'assurance chômage.

Mais l'essentiel demeure. Au cœur de la contestation des syndicats et de la gauche, le fameux article 2 a été adopté, avec un garde-fou d'une efficacité discutée, introduit par amendement. Il lui est reproché, rappelons-le, d'inverser la hiérarchie des normes en permettant de déterminer le temps de travail par des accords d'entreprise, indépendamment des accords de branche ou de la loi. Passé relativement inaperçu, l'article 13 qui permet de licencier un salarié refusant la modification de son contrat de travail a aussi été maintenu.

Il y a quelques jours, le Sénat a pour sa part réécrit le texte en le durcissant. Il a rétabli le plafonnement des indemnités prud'homales et fait sauter le verrou de la durée légale du travail en permettant l'allongement à 48 h voire 60 h comme le prévoyait d'ailleurs le projet initial du gouvernement. Il a aussi réintroduit la possibilité pour une entreprise internationale de procéder à des licenciements économiques en raison des difficultés de sa filiale nationale.

Le vote du Sénat a permis au gouvernement de se proclamer *de gauche* en agitant l'épouvantail du retour de la droite, dont les candidats à la présidentielle ont affiché des programmes ultra-libéraux dont même Alain Madelin a dénoncé le caractère irréaliste.

Il n'empêche. Plus de 67 % des Français interrogés se déclarent contre la réforme du Code du travail. Les grèves et les manifestations se multiplient depuis quatre mois.

Le gouvernement est même lâché par des syndicats dont le soutien lui paraissait acquis. L'UNSA, qui a, il est vrai, toujours accordé la priorité à la loi sur le contrat, s'est démarquée des syndicats *réformistes*. La CFE-CGC, qui pour sa part privilégie par tradition le contrat à la loi, considère que « *le texte de la loi Travail en l'état actuel et malgré quelques avancées positives n'est pas satisfaisant, loin s'en faut.* » Reprenant les arguments de notre collaborateur Patrick Barrau, (1) le syndicat des cadres dénonce les « *maux néfastes pour le marché du travail et pour les salariés* » de l'article 2 : « *Concurrence déloyale, dumping social, risques accrus de délocalisation dans de nombreux secteurs d'activité.* »

La mobilisation qui perdure est un phénomène nouveau. Il est erroné de la comparer à celle de 2010 contre la réforme des retraites, comparaison ayant généralement pour but d'en minimiser l'importance. En 2010, les opposants à la loi Fillon négociaient en sous-main avec le gouvernement. Aujourd'hui, rien n'est négocié. Le gouvernement s'est résolu à recevoir la CGT uniquement pour sauver l'Euro de football. Mais il n'a ouvert aucune porte.

D'ailleurs, dans le JDD du 19 juin, Manuel Valls prévient : « *Il n'y aura ni retrait du texte, ni modification de sa philosophie, ni réécriture des articles qui en constituent le cœur. Maintenant, il faut aller vite et faire adopter ce texte.* »

Face à cette inflexibilité, on assiste à une radicalisation des oppositions, y compris au Medef, avec des manifestations toujours plus violentes. Si la mobilisation syndicale se développe

en dehors des violences des casseurs, le gouvernement n'a pas manqué d'attribuer à la CGT la responsabilité des débordements. Les casseurs « *nourrissent le discours de délégitimation* » explique Stéphane Sirot, historien et sociologue des grèves. À cause d'eux, « *on parle plus du contenu que du contenant.* »

Avant même son adoption définitive la réforme du Code du travail a causé des dégâts irrémédiables. Le coût des grèves, estimé à plus d'un demi-milliard d'euros, annulera probablement le maigre bénéfice que le gouvernement espérait tirer de sa loi en matière d'emploi et de croissance. Plus profondément, ce texte empoisonne la société française. Pour Aurélie Filippetti « *La brutalité du 49-3 a été la source d'une colère et d'une frustration démocratique terrible.* »

On cherche à comprendre les raisons de l'obstination gouvernementale. Exploratrice avertie des arcanes de la politique de l'UE, Coralie Delaume explique, dans trois articles à lire sur son blog l'Arène nue, (2) Ce que la loi El Khomri doit à l'Union européenne. Cette loi « *nous vient des GODE* », les Grandes Orientations de Politique Économique. Ces documents préparés par la direction générale des affaires économiques de la Commission européenne « *deviennent des recommandations du Conseil aux pays de l'Union et font l'objet d'un suivi.* » Elles ont « *toujours contenu des injonctions à réformer le marché du travail* » ajoute-t-elle, donnant malicieusement en exemple celle de 2012, année de l'élection de François Hollande. L'auteur d'« *Europe, les États désunis* » pointe aussi du doigt la responsabilité de la *stratégie de Lisbonne*, ainsi que celle de la BCE, de l'euro et de la Cour de justice de l'Union européenne.

Le projet de loi revient à l'Assemblée début juillet. Le gouvernement espère sans doute voir les manifestations marquer le pas avec les vacances. Mais le climat délétère qui mine la France par sa faute risque fort de se traduire par de nouvelles mobilisations dès la rentrée. Le printemps a été pourri. Mais l'automne s'annonce très chaud.

Laurent LAGADEC

(1) Royaliste no 1101, Faire éclater le Droit, page 4.

(2) <http://l-arene-nue.blogspot.fr/> (articles des 18 et 29 mai et 9 juin 2016).

L'alternance à Washington

La retenue observée par Obama au Moyen-Orient est de plus en plus soumise à pression. Le balancier après les élections devrait repartir vers le camp des activistes.

L'histoire de la politique étrangère américaine est faite d'alternances. Ou bien le président sortant est accusé d'en avoir fait trop et le suivant réduit la voilure. Ce fut toute la politique d'Obama de se sortir de l'aventure de George W. Bush en Irak. Candidat démocrate, il ne cachait pas son admiration pour le mandat de George Bush père (1988-1991) et de la manière avec laquelle celui-ci avait géré la chute du mur de Berlin et l'invasion du Koweït, précisément avec retenue. Mais alors le président sortant est considéré comme n'en faisant pas assez et accusé d'avoir laissé se dégrader le rôle de l'Amérique dans le monde, et le suivant doit entreprendre de montrer le drapeau. Le cas le plus flagrant fut la déconfiture sous la présidence Carter et l'élection de Reagan en 1980. Le revers de la médaille du minimalisme attribué à Obama est d'avoir mis un terme à l'hégémonie unipolaire des États-Unis au Moyen-Orient. Son refus d'intervenir en Syrie allant jusqu'à sa volte-face spectaculaire le 30 août 2013 lorsqu'il se refusa à bombarder les sites d'armes chimiques après leur utilisation par le régime Assad a eu pour effet de permettre un retour en force de la Russie, voire de l'Iran. C'est ce que lui reprochent à la fois les néo-conservateurs nostalgiques de la vision d'un grand Moyen-Orient démocratique et les diplomates du Département d'État (le ministère des Affaires étrangères) frustrés de tout progrès dans les négociations de paix en Syrie. (1)

Obama assume. Il a tiré de son expérience une *doctrine Obama* longuement détaillée au mensuel américain *The Atlantic* en avril dernier. Le 30 août 2013 fut le vrai tournant de sa présidence lorsqu'il a réalisé qu'il allait faire basculer les États-Unis dans une nouvelle guerre moyen-orientale à l'encontre de tous ses engagements de campagne, de sa vision des intérêts américains et de sa propre intuition. Il la justifie longuement en ayant recours à des arguments réalistes plutôt qu'à des références idéalistes : une intervention limitée aux armes chimiques aurait été partielle, inefficace et contreproductive. Même le Premier ministre israélien Netanyahu en aurait convenu. Or c'est bien une autre intervention qu'avait voulue le cabinet israélien et qu'Obama avait réussi à prévenir en obtenant de haute lutte et par la seule négociation un accord nucléaire avec l'Iran. Enfin il rappelle ses réticences face à la volonté franco-britannique d'agir en Libye. Bref son bilan est des plus honorables. Sauf que l'histoire retient plutôt les actes que les abstentions. Sa stature définitive dépendra de ce que feront les successeurs.

Habituellement on distingue quatre courants dans l'histoire de la politique étrangère américaine : isolationniste, réaliste, internationaliste et interventionniste libéral. Les deux premiers sont fréquemment associés à la droite républicaine, les deux derniers au parti démocrate. Or Obama n'hésite pas à se réclamer du courant réaliste tout en s'affirmant internationaliste. C'est ce qui lui permet d'être présent au monde mais sans illusions. Parallèlement, on a vu dans le passé les néo-conservateurs définir une sorte d'interventionnisme non-libéral. Dans les deux cas, des alliances contre-nature se sont nouées intellectuellement entre gauche et droite. L'internationalisme pur est rattaché à Wilson qui avait voulu après la Première Guerre mondiale refaire le monde selon quatorze principes. L'attitude inverse, celle de l'égoïsme national, est dite jacksonienne par rapport au président Andrew Jackson (1829-1837), le premier qui fut qualifié de populiste (adepte de la démocratie directe il généralisa le suffrage universel et transforma les partis de clubs en machines électorales). Ses modalités varient en fonction des intérêts américains exclusivement : tantôt isolationniste (Lindbergh, Pat Buchanan), tantôt interventionniste (les guerres contre le Mexique), elle est toujours réaliste. Même si sa dernière adaptation est plutôt surprenante, cette école est représentée dans la campagne électorale par Donald Trump.

Hillary Clinton incarne quant à elle l'interventionnisme libéral. Elle ne s'inscrit donc pas à proprement parler dans la ligne d'Obama, que comme secrétaire d'État dans son premier mandat elle aurait voulu convertir à une forme plus activiste d'hégémonie intelligente en défense des grands principes. La fin de ses fonctions avait été gâchée par l'assassinat à Benghazi (Libye) de l'ambassadeur américain dont on ne cesse de lui faire porter la responsabilité. Elle n'est pas pour autant le clone de son mari Bill Clinton qui s'était lui plutôt illustré comme internationaliste en chantre de la mondialisation et des grandes causes transversales dont le climat ou le sida.

Obama est crédité d'avoir fait le ménage dans l'héritage de George W. Bush. Mais il n'a pu qu'esquisser une nouvelle forme de présence américaine au monde, plus modeste, plus participative, plus distante. Hillary Clinton ou Donald Trump vont au moins au début vouloir affirmer leur autorité présidentielle en rompant ouvertement avec le profil bas voulu par leur prédécesseur. Donc agressivement à l'extérieur, plus ou moins selon leur tempérament. Mais même si Hillary gagnait, elle ne pourrait pas faire fi du sentiment qu'auront exprimé les électeurs républicains - ne serait-ce que parce que ceux-ci continueront de contrôler le Congrès. Trump se limiterait à l'égoïsme national. Il passerait des « marchés » avec Poutine ou Xi Jinping. Hillary ira beaucoup plus loin dans l'opposition à ces derniers et l'interventionnisme.

Yves LA MARCK

(1) Le texte cosigné par 51 diplomates du Département d'État rendu public le 16 juin préconise en Syrie des actions ciblées contre les forces d'Assad pour servir de levier dans les négociations.

A quoi bon la religion ?

La Nouvelle Action royaliste affirme à l'égard des religions sa neutralité bienveillante. Neutralité parce qu'une pensée et un projet politiques ne permettent pas de juger la foi et les dogmes religieux. Bienveillance exempte de toute suffisance puisque notre mouvement considère que les trois religions historiques de l'Europe sont à des degrés divers constitutives de sa civilisation. D'où l'attention que nous portons aux pensées qui joignent le théologique et le politique et qui permettent de réfléchir au statut du religieux dans la modernité. Pour les citoyens croyants et incroyants soucieux de comprendre l'histoire et les enjeux présents, l'œuvre de Bernard Bourdin (1) est indispensable.

De temps à autre, un politicien de droite désireux de communiquer du supplément d'âme proclame que la France et l'Europe doivent retrouver leurs *racines chrétiennes*. C'est souvent une manière de rejeter l'islam - en oubliant nos *racines* juives - et de renvoyer du même coup à un monde de *valeurs* intangibles, donnant aux individus et aux sociétés une belle et bonne assurance. On peut trouver dans ce discours une aimable allusion au *blanc manteau d'églises* du moine Glaber (945 - 1047) ou y déceler un retour du refoulé maurassien - l'*Église de l'ordre* assignée à un rôle d'encadrement idéologique. Ces *racines chrétiennes* sont toutes rabattues vers le catholicisme sans pour autant simplifier et clarifier la question de notre héritage religieux. Pourquoi ? Parce que la religion catholique est elle-même inscrite dans des mouvements dialectiques qui ne permettent pas de présenter l'Église romaine comme une institution établie sur un bloc de béton doctrinal inchangé depuis le Moyen Âge. Pour établir ce point, je prends dans le livre de Bernard Bourdin quelques repères explicités par ailleurs. (2)

Dans le christianisme, il y a distinction entre le naturel et le surnaturel, entre le temporel et le spirituel. Distinguer n'est pas séparer : se pose donc un problème d'articulation entre le divin et l'humain, entre le théologique et le

politique. Ce problème d'articulation s'énonce sous la forme d'un concept : celui de médiation, (3) qui est au cœur du christianisme. Le Christ est médiateur entre Dieu et les hommes, il institue une Église qui est elle-même médiatrice puisqu'elle prolonge l'Incarnation et prend soin des hommes pour leur salut en vue de l'accomplissement des temps. Cette médiation ecclésiale serait facile à réaliser si l'Église n'était pas ce qu'elle est : une institution humaine plongée dans le mouvement de l'histoire mais chargée par le Christ d'y accomplir la révolution chrétienne en assignant à cette histoire sa finalité. L'Église est donc dans une tension permanente : elle est dans l'histoire ; elle vise un au-delà de l'histoire. Elle s'en trouve d'autant plus déstabilisée que la fonction médiatrice de l'Église catholique a été pensée selon l'universel (*kato lou*) mais par des hommes qui ont pris les matériaux philosophiques et les structures politiques qu'ils avaient sous la main. Coupée de sa source juive, l'Église catholique a christianisé l'empire romain et récupéré Aristote et Platon.

C'est là une construction impressionnante mais l'Église n'a jamais trouvé sa stabilité : on pense bien sûr au grand schisme entre Rome et Byzance puis aux deux Réformes protestantes mais aussi à l'instabilité qui affecte le domaine théologico-politique au sein du catholicisme. Thomas d'Aquin recon-

naît la médiation politique, mais soumet à l'Église l'autorité d'un Prince qui doit promouvoir le Bien commun en vue de la béatitude. Comme l'auteur de la Somme théologique, Marsile de Padoue s'appuie sur Aristote... pour récuser la soumission du pouvoir temporel au pouvoir spirituel - sans que l'autonomie du politique remette en cause l'institution ecclésiastique. L'augustinisme invoque la doctrine des deux cités qui est interprétée par Luther pour répartir contre l'Église romaine les deux règnes spirituel et temporel. Ces débats trouveront des solutions différentes dans les monarchies royales - l'Angleterre choisissant de se donner une Église nationale contre Rome, la France préférant après les guerres de religion de maintenir le lien avec Rome, mais dans des limites fixées par le gallicanisme.

L'instabilité des systèmes de médiation ouvre la voie aux diverses philosophies qui vont engendrer notre modernité. Jean Bodin invente le concept de souveraineté pour établir une autonomie du pouvoir politique qui est cependant exercée par délégation divine mais avec un réaménagement de la médiation chrétienne puisque c'est l'État qui assure la relation entre les hommes et Dieu. Thomas Hobbes postule un état de nature, celui de la guerre de tous contre tous, dont les individus sortent en se plaçant sous l'égide d'un souverain qui est médiateur entre Dieu et les hommes. Sa République (*Commonwealth*) exclut l'institution ecclésiastique et la démocratie. Baruch Spinoza conçoit une société démocratique dans laquelle le souverain assure la médiation par la loi juive et chrétienne qui commande la justice et la charité - les citoyens pouvant faire librement usage de leur raison. Au contraire, Jean-Jacques Rousseau exclut toute transcendance dans la société des hommes libres et égaux qui vénèrent la sainteté du Contrat social et exercent leur souveraineté hors de tout système représentatif. Benjamin Constant constate l'échec de Rousseau et défend le principe d'un gouvernement représentatif assurant les libertés individuelles et religieuses selon le principe de la séparation du temporel et du spirituel. Hegel inscrit la médiation étatique dans l'histoire, qui est histoire de l'Esprit, mais c'est l'État qui se substitue à l'autorité religieuse pour réaliser le christianisme.

Les *théologies politiques* apparues au fil de la modernité et en réponse à celle-ci n'offrent pas de solutions satisfaisantes : tel est le cas des théories contre-révolutionnaires et plus précisément de la pensée de Carl Schmitt qui politise à outrance le christianisme et se fourvoie dans le national-socialisme.

Ce parcours au grand galop des époques et des philosophies - qui ignore maintes questions et maints auteurs étudiés par Bernard Bourdin - nous amène au point crucial du débat qui doit préoccuper les croyants et les incroyants. Les théologies politiques des deux derniers siècles n'ont pas pu modifier le cours d'une modernité qui a cherché dans les philosophies de l'histoire sa définition et son orientation. Or la fin proclamée des *grands récits* hégélien et marxiste conduit la modernité *sécularisée* à se satisfaire de sa forme libérale-démocratique conçue et vécue dans un perpétuel présent, hors de tout fondement extérieur à elle-même et en rupture avec l'histoire de l'Europe. Cette idée de l'auto-fondation est intellectuellement séduisante puisqu'elle évoque de libres individus qui ne se réfèrent qu'à eux-mêmes dans de libres sociétés. Hélas, cela ne fonctionne pas. Les collectivités politiques confrontées à des problèmes d'unité et d'identité qui ne trouvent aucune solution dans le produit paradoxal de leurs inventions : une *société des individus* qui cultive le mythe de son auto-fondation. Selon Bernard Bourdin, il s'agit en effet d'une illusion car une société ne peut pas réaliser son autonomie ni maintenir son unité si elle ne se réfère pas à une transcendance. Faute de pouvoir penser son unité, la société des individus court le risque de la dissolution. D'où la nécessité de repenser le problème, posé par Carl Schmitt mais résolu de manière inacceptable par celui-ci, de la relation entre la modernité et le théologico-politique.

Après une lecture critique de Leo Strauss, d'Hannah Arendt et de Hans Blumenberg, Bernard Bourdin s'intéresse à la thèse que Marcel Gauchet a exposée dans « *Le désenchantement du monde* » et qu'il a développée depuis lors : les monothéismes israélite et chrétien sont paradoxalement les moteurs de la *sortie de la religion* entendue comme la fin de la structuration religieuse des sociétés. L'autonomie de la modernité séculière n'est pas la conséquence de sa dynamique interne, comme le croient divers pro-



gressistes, mais l'effet de religions qui ont peu à peu affaibli leur position d'extériorité - leur hétéronomie - en s'accomplissant dans la temporalité historique. Au risque de destruction du lien social et d'abandon de la *Res publica*, Marcel Gauchet affirme que la prééminence du collectif sur l'individuel est nécessaire à l'autonomie individuelle sans qu'il soit besoin d'un retour à la structuration religieuse mais sans nier la nécessité d'une présence de la religion dans les sociétés sorties de la religion : en termes par trop lapidaires, il y aurait lieu de penser un *civisme chrétien* selon une *anthropo-sociologie transcendantale*.

Bernard Bourdin s'inspire de la philosophie de Marcel Gauchet pour affirmer qu'il manque à la pensée du politique « *une transcendance instituante qui distingue le politique de la politique* » sans renoncer pour autant à la séparation entre l'État et la religion et sans revenir à une théologie politique. Loin de toute tentative de restauration antimoderne, Bernard Bourdin plaide pour une théologie du politique. Il faut selon lui intégrer dans la réflexion philosophique les catégories du judaïsme et celles du christianisme organisées autour du concept de médiation. Il ne s'agit pas de passer en contrebande une apologétique mais de montrer en quoi l'hétéronomie religieuse et la raison humaine peuvent se féconder d'une nouvelle manière - hors de la référence à *l'ordre naturel*, à la *nature* des Lumières et à une philo-

sophie hégélienne de l'histoire. En reconnaissant la médiation étatique et cette théologie du politique, la démocratie libérale pourrait trouver sens à son histoire - effectivement animée par les messianismes juif et chrétien - et un fondement sur lequel rebâtir une unité. Réarticuler l'histoire et le droit, l'individuel et le collectif, l'autonomie séculière et l'hétéronomie religieuse donnerait aux sociétés européennes une cohérence qui leur permettrait de s'affirmer à nouveau dans le mouvement général de l'humanité.

La thèse de Bernard Bourdin fait et fera débat (4) dans les prochaines années et probablement dans les prochaines décennies. Il importe d'en connaître les arguments ainsi que l'histoire multiséculaire qui leur donne une impressionnante portée.

Bertrand RENOUVIN

(1) Bernard Bourdin, *Le Christianisme et la question du théologico-politique*, préface de Philippe Capelle-Dumont, Éd. du Cerf, coll. Philosophie, nov./2015, 576 pages, prix public : 39 €.

(2) Cf. sur mon blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr/pour-une-theologie-du-politique/>

(3) Cf. Bernard Bourdin, *La médiation chrétienne en question, Les jeux de Léviathan*, Éd. du Cerf, coll. La nuit surveillée, juin/2009, 256 pages, prix public : 30€.

(4) Les éditions du Cerf publieront dans quelques mois un débat entre Jacques Sapiro et Bernard Bourdin sur le statut du religieux dans la société moderne.

Jusqu'au bout de Gramsci

Depuis qu'il est né, Podemos a donné la priorité au combat culturel théorisé par Antonio Gramsci. Mais son récent ré-ancrage à gauche l'a mis à mal car, en politique, nécessité fait toujours loi.

Le problème, avec Gramsci, c'est que la révolution n'est jamais pour demain mais toujours pour après-demain. Les jeunes dirigeants de Podemos, il est vrai, ne sont pas pressés. La jeunesse de ses cadres et celle de ses électeurs ont été mis en avant par Pablo Iglesias dans son discours prononcé au cœur d'une soirée électorale bien amère, le 26 juin dernier. Mais c'était bien là le seul réconfort que le líder pouvait donner à ses troupes.

Le Parti populaire (PP) de Mariano Rajoy est sorti victorieux du scrutin, remportant quatorze sièges de députés de plus qu'au soir du 20 décembre. Et le drame vire presque au cauchemar, pour les militants de Podemos. Ils doivent reconnaître que c'est l'intransigeance de leur chef qui est aussi à l'origine de ce désastre. En février dernier, au sein du Congrès des députés, le parti des Indignés a voté contre la nomination du socialiste Pedro Sánchez au poste de Premier ministre. Dès lors, était assurée la prolongation, au premier plan, de la vie politique d'un Mariano Rajoy qui sort aujourd'hui renforcé des nouvelles élections législatives. Certains proches conseillers de Podemos, dont l'ancien député européen de la formation Carlos Jiménez Villarejo, avaient en vain tenté de faire accepter à Pablo Iglesias l'idée que la priorité était bien de chasser le PP du pouvoir. Le jeune homme, dont on déplore parfois l'esprit trop emporté, n'avait alors pas suivi les conseils du vieux vétéran du Parti communiste espagnol (PCE), qui privilégiait l'investiture d'un gouvernement socialiste, même minoritaire.

Pablo Iglesias a, cependant, quelques raisons d'être fier de l'œuvre accomplie, depuis deux ans. Avec ses cinq millions d'électeurs, l'alliance conclue avec Izquierda Unida - dont le PCE est la principale composante

- semble bien installée dans le paysage politique. Elle est arrivée en tête au Pays Basque et en Catalogne alors que, dans toutes les autres régions autonomes, c'est le PP qui domine. Le Parti socialiste de Pedro Sánchez n'est arrivé en tête nulle part. Les villes gérées depuis un an par Podemos et ses alliés n'ont, du reste, pas à pâlir de leur gestion. Madrid a, par exemple, réussi à réduire une partie de sa dette. Aujourd'hui, la perspective qu'une petite cure d'opposition ne ferait peut-être pas de mal à tous ces très jeunes élus entrés au Congrès de députés. Ils n'y apprendront que mieux le travail parlementaire.

Mais, il n'empêche ! La guerre pour la conquête de l'hégémonie culturelle, telle qu'elle avait été théorisée par Antonio Gramsci puis reprise par les philosophes du politique Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, semble être bien plus longue et difficile que prévu, voire impossible. Podemos n'est pas qu'une simple traduction politique du mouvement des Indignés de 2011, mais la concrétisation d'un projet plus ancien de rénovation de la gauche radicale. (1) Le combat culturel pour la conquête du sens commun, en dehors de tout ancrage préexistant, fait partie de son ADN. Aussi Íñigo Errejón, numéro deux et théoricien du parti, avait-il d'emblée pris fermement position contre une alliance avec IU qui revient de facto à s'inscrire dans une dichotomie gauche droite classique. Pour certains, Podemos peut y perdre son âme. Mais Pablo Iglesias n'avait pas le choix. Pour conquérir le pouvoir dans les plus brefs délais, comme cela était aussi prévu, il fallait un accord permettant le fameux *sorpasso*, le dépassement du Parti socialiste. Ainsi voit-on s'opposer, depuis quelques temps, les *péronistes* partisans d'Íñigo Errejón et les *communistes* proches de Pablo Iglesias. Dès le 27 juin au

matin, un groupe de militants proche de lui dénommé Pueblo, Patria, Podemos a donc publié un texte au vitriol condamnant le tournant tactique. A l'origine de ce mouvement d'humeur : le constat de la perte d'un million d'électeurs, par rapport à ce que les résultats du scrutin de décembre pouvaient laisser escompter. En fait, nombre d'électeurs modérés ont probablement été effrayés. Mais par quoi ?

Le rapport aux institutions politiques est problématique, pour la nouvelle alliance. Izquierda Unida est ouvertement républicaine tandis que le programme de Podemos ignore sciemment la question. Aussi a-t-on assisté à quelques altercations, dans le meeting, au sujet de la présence - parfois tolérée, parfois pas - de drapeaux de la Seconde République (1931-1939). Il peut aussi sembler que le programme économique soit peu crédible. Le PCE s'est récemment prononcé pour la rupture avec les institutions européennes et l'abandon de l'euro. Mais Podemos a fait prévaloir, au sein de l'alliance, la promotion de la démocratisation des premières - notamment la Banque Centrale Européenne... - et la sauvegarde de la monnaie commune. C'est que, pour rester fidèle au sens commun tel que l'entend Gramsci, il ne veut pas heurter les représentations de la majorité des Espagnols de la rue, encore majoritairement européistes. On touche là une autre limite de la défense, coûte que coûte de la seule approche gramscienne du combat politique.

Faute de programme clair, Pablo Iglesias a pu, par ailleurs, désarçonner ses électeurs en se montrant favorable à une entente avec les socialistes afin de former un nouveau gouvernement. Et voilà tout de go le líder déclarant que José Luis Zapatero a été le meilleur Premier ministre de la démocratie, alors qu'il avait jusque-là toujours condamné sa politique. Cela rend Pablo Iglesias bien peu différent des hommes politiques traditionnels qu'il prétend remplacer. Trop de Gramsci tue Gramsci. Si Pablo Iglesias n'est pas capable de clarifier sa tactique et de fixer un nouveau programme, son autorité pourrait à terme être remise en cause.

Christophe BARRET

(1) Voir mon livre : *Podemos, Pour une autre Europe*, Éd. du Cerf, 2015.

Rule Britannia !

Malgré les campagnes de dénigrement et l'emploi habituel de la peur qui fait si souvent plier les peuples, les Anglais et les Gallois ont demandé à quitter l'Union européenne. Pas plus que cela. Seul le Parlement britannique peut demander la mise en œuvre de l'article 50 du traité de Lisbonne. Que va-t-il se passer maintenant ? Rien de fondamental avant des années. Quelques éléments.

Le royaume écartelé

Le choix du Brexit est anglais et gallois, pas britannique, et c'est là le premier problème. L'Irlande du Nord mais surtout l'Écosse ont massivement voté en faveur du maintien, résultat qui ne doit rien au hasard. Si le référendum récent sur l'indépendance a maintenu l'Écosse dans le Royaume-Uni, ce n'est que grâce à sa présence dans l'Union européenne. Aujourd'hui, la question pourrait légitimement se poser de savoir si les Écossais ne préfèrent pas l'Europe au Royaume, la réponse est évidemment positive puisque ça a, historiquement, toujours été le cas. Du côté d'Édimbourg, on n'a pas la même conception des rapports sociaux qu'à Londres, on y est plus solidaires, plus attachés à une vraie politique sociale comme le démontre la victoire du Parti indépendantiste aux dernières législatives, succès plus qu'écrasant, quasi unanime. Menacé le Royaume, obsolète l'Union Jack ? L'avenir le dira mais, une fois les hystériques calmés, la chose n'a rien de sûr.

Éclatement social

La carte du vote est limpide. Il y a évidemment dans le choix final une partie *gauche* et une partie *droite*. Les motifs de la seconde sont connus puisqu'ils sont les mêmes partout. L'intérêt doit plutôt se porter sur les votes de gauche. C'est fondamental puisqu'il faut rappeler qu'à deux reprises ce sont les votes travaillistes qui ont permis l'intégration, puis plus tard le maintien dans la CEE. Les mêmes qui ont voté l'entrée ont voté la sortie. Étonnant ? Nullement. Hors la période 1930-1980, les rapports sociaux en Angleterre et au Pays de Galles ont été marqués par la ségrégation et la vio-

lence. On se fait une trop faible idée en France de la différence fondamentale qui existe, à ce sujet, entre nos deux pays.

Les années Thatcher ont brisé, par la force et dans le sang, les derniers soubresauts de la combativité sociale des Anglais, pourtant très ferme. Il ne faut oublier ni les morts ni les humiliations. Ce sont les déclassés et les laissés-pour-compte qui ont fait ce résultat. Ils se sont vengés, pas revanchés, vengés. Vous penserez que l'UE n'est pour rien dans ce processus mais vous n'aurez que partiellement raison. Depuis l'exemple grec, tout européen sait que la machine bruxelloise peut le broyer, lui et son pays. Tout comme chaque Anglais sait que l'idéologie, tant économique que juridique, qui prévaut en Europe est une prolongation, en pire, de celle qu'il subit depuis presque quarante années. Il faut se promener dans le Nord et le Nord-est de l'Angleterre pour bien saisir ce que déclassement signifie.

On se plaint, souvent à raison, qu'il existe deux France mais ce n'est rien à côté de ce que l'on connaît outre-Manche. L'écart est à la fois géographique et générationnel. La grossière manipulation des manifestations spontanées et de cette miraculeuse pétition demandant un nouveau vote le démontrent et éclairent au moins l'état de la société : jeunes actifs urbains contre baby-boomers largement appauvris et déclassés. Les Cassandre voient déjà la guerre civile approcher, tout juste s'ils n'en rêvent pas.

Économie : peste et sauterelles

Les deux semblent d'ailleurs bien tarder. Les agressifs eurolâtres les prévoient pourtant des fléaux divers et immédiats. Bien sûr, quelques

manipulations sur les marchés ont fait dévisser la Livre sterling, à son plus bas niveau depuis la fin des années 70. Bien sûr, les marchés boursiers se sont affolés mais ils ne demandent jamais que cela. Bien sûr quitter l'UE ne sera pas sans conséquences. Il faut d'ailleurs regarder de plus près qui sont les acteurs des événements financiers : il faut punir ces Britanniques qui osent braver le système tendrement chéri. Le phénomène va durer quelque peu mais après ? Qui a un vrai intérêt à affaiblir l'économie britannique ?

Les effets profonds du Brexit vont mettre du temps à se faire sentir. Rappelons que le processus qui permet - si l'on ose dire - de quitter l'Union prendra du temps, des années et par conséquent, ses effets profonds mettront aussi du temps pour advenir. Pour le moment, il y a un effet d'aubaine. La Livre est bon marché, et même si on ne « *la vend pas encore au kilo* », il n'en demeure pas moins que l'été économique des commerçants britanniques s'annonce pour le moins radieux. L'hystérie qui prévaut maintenant et s'étalera probablement dans le temps, notamment pour ce qui concerne les investissements en Grande-Bretagne. Au-delà de cela, le marché britannique est incontournable pour les Européens. Passé l'affolement, les acteurs économiques retrouvent en général vite leurs sens ou plus prosaïquement le sens du *business*.

Les dirigeants français se déshonorent, une fois de plus dira-t-on. L'appel à la curée risque fort d'être calmé très vite par l'Allemagne qui perd un allié de choix et de poids avec lequel elle partage une même conception de l'économie et du social. C'est bien pourquoi Angela Merkel ne poussera pas à la roue pour hâter le processus, elle cherchera plutôt des accommodements.

En définitive...

Que reprocher aux Anglais ? De tenir à leur stricte monarchie parlementaire ? De vouloir rester ce qu'ils ont toujours été ? Quels que puissent être nos griefs, anciens ou plus récents, à leur encontre, rien ne justifie que l'on appelle, peu ou prou, à les déchiquter, politiquement et économiquement. La grande crainte des dirigeants européens c'est, qu'économiquement parlant, il ne se passe rien ou si peu que cela ne pourrait pas dissuader d'autres de vouloir suivre ce - bon - exemple. La partie commence à peine...

Charles GUÉMÉNÉ

Erdogan et sa politique extérieure

Joséphine Dedet est écrivain, auteur de la biographie de la reine Géraldine des Albanais (troisième édition à paraître en octobre chez Belfond), et de deux romans, *Roxane l'Éblouissante* (NiL) et *L'Homme que vous aimerez haïr* (Belfond), traduits en plusieurs langues. Elle est par ailleurs rédactrice en chef à l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, où elle est spécialiste de la Turquie. Elle a accepté de nous parler de la politique extérieure de ce pays.

Royaliste : *En quoi la politique extérieure turque est-elle importante aujourd'hui ?*

Joséphine Dedet : La Turquie se trouve entourée de pays en conflit (Irak, Syrie), au cœur d'une région où transitent des jihadistes d'une part et des migrants d'autre part. On connaît l'importance stratégique de cet État, membre de l'Otan et candidat (du moins pour le moment) à l'Union européenne. Or la Turquie est elle-même entrée, depuis le printemps 2015, dans une spirale de violences qui se déroulent dans le sud-est de son territoire, où la guerre avec les Kurdes du PKK a été réactivée. En suscitant ce climat délétère, en avivant les tensions et en jouant sur les inquiétudes de la population, le président Recep Tayyip Erdoğan est arrivé à ses fins : alors qu'il avait perdu les législatives de juin 2015, il est parvenu à ressouder sa base et l'AKP, son parti, a remporté cinq mois plus tard les nouvelles élections qu'il avait convoquées pour annuler les premières.

Royaliste : *Avez-vous perçu en tant que journaliste un tournant dans la politique étrangère de la Turquie ?*

Joséphine Dedet : Depuis deux ans, le pouvoir communique avec les journalistes français, ce qui n'était pas le cas auparavant. Nous sommes conviés à l'ambassade et recevons des communiqués nous indiquant ce que nous devons penser de la politique du gouvernement vis-à-vis du PKK, ainsi que des notes sur le combat que mène Ankara contre Daesh. Certes, il s'agit de propagande, mais les journalistes, largement abreuvés d'informations par les Kurdes ou les milieux d'opposi-

tion, se doivent d'écouter les uns et les autres. De toute façon, les arguments d'un pouvoir autoritaire ont souvent un côté comique qui n'échappe à personne. Cette politique d'ouverture aux journalistes portait la marque d'Ahmet Davutoğlu. Maintenant qu'il n'est plus Premier ministre et qu'Erdoğan régenté tout, pas sûr que cela continue...

Royaliste : *Que pouvez-vous nous dire de la politique étrangère de la Turquie ?*

Joséphine Dedet : C'est justement Davutoğlu qui se targuait d'avoir instauré une politique de *zéro problème* avec les voisins. Après avoir été le conseiller d'Erdoğan, il a théorisé cette idée en tant que ministre des Affaires étrangères, et les succès qu'il a d'abord remportés lui ont valu d'être nommé Premier ministre. Davutoğlu est un technocrate, un universitaire qui a écrit des essais sur « la profondeur des relations diplomatiques » entre les États. Sa politique visait à aplanir les différends avec les pays proches : la Grèce, « l'ennemi héréditaire » ; la Bulgarie où vit une minorité turcophone ; la Syrie avec qui les relations très tendues sous Hafez al-Assad (il soutenait le PKK) se sont dans un premier temps fortement réchauffées avec son fils Bachar ; l'Iran, éternelle grande rivale régionale. Cette politique a bien fonctionné de 2007 à 2011, puis a volé en éclats. Et, depuis, Ahmet Davutoğlu, qui avait pris trop de poids aux yeux d'Erdoğan lors des négociations avec les Européens à propos des migrants, est tombé en disgrâce. Il a été remercié ce mois de mai au profit d'un Premier ministre totalement à la botte du président.

Royaliste : *Tout explose en 2011, l'année des printemps arabes...*

Joséphine Dedet : En effet, Erdoğan, alors Premier ministre, n'a pas pris tout de suite la mesure de ce bouleversement. Premier épisode, la Tunisie. Il ne comprend pas que Ben Ali va tomber et le soutient. Raté !

Deuxième pays touché, l'Égypte. Erdoğan déteste Moubarak, mais de nouveau il ne saisit pas la portée des événements, d'autant que ses amis, les Frères musulmans, ne sont pas à la pointe de la révolution. Il soutiendra ensuite ces derniers lorsqu'ils accèderont au pouvoir, et ne cesse de dénoncer leur éviction depuis qu'ils en ont été chassés... Résultat, les relations avec Le Caire sont aujourd'hui exécrables.

Avec la Libye en 2011, la situation est délicate, car les Turcs y ont de gros intérêts. Au moment où la révolte commence, ils construisent l'aéroport de Tripoli, Erdoğan a reçu le « *prix Kadhaï des droits de l'homme* » et son entourage fait beaucoup de business avec le « Guide ». Les Turcs ne lâchent Kadhaï qu'à la dernière minute. Ce soutien prolongé au dictateur vaut au consulat de Turquie à Benghazi d'être encerclé par les rebelles libyens, dont le gouvernement écarte les Turcs du bénéfice de la future reconstruction du pays. Pour calmer le jeu, les Turcs offrent alors une mallette de dollars... Maintenant, la Libye n'étant plus qu'un magma de factions rivales, on ne peut plus vraiment parler de relations bilatérales structurées.

Royaliste : *Donc, finalement, tout est parti des printemps arabes ?*

Joséphine Dedet : Ces faits ont été déterminants, mais en 2013 deux événements ont contribué, en Turquie même, au changement d'orientation de la politique extérieure d'Ankara. D'abord, le mouvement Gezi : écologiste et apolitique, il n'était pas dirigé contre le gouvernement. Mais Erdoğan, loin de saisir la balle au bond et de se mettre les manifestants dans la poche, a réprimé ces manifestations qu'il jugeait hostiles. La violence de sa répression a fortement dégradé son image à l'extérieur, en particulier dans les pays arabes, où il était admiré pour son charisme et sa réussite économique. Deuxième événement important en 2013, la destitution du président égyptien Mohamed Morsi, grand ami d'Erdoğan. Ce dernier est devenu doublement paranoïaque. Après les

manifestations de Gezi, voilà qu'une armée laïque destituait un islamiste ! C'en était trop ! Alors que dans l'histoire récente de la Turquie, l'armée a perpétré quatre coups d'État, on comprend qu'Erdoğan ait très mal vécu l'épisode égyptien dont il redoute qu'il puisse se reproduire chez lui. D'où sa réaction virulente à l'égard du maréchal Sissi, qu'il s'obstine à ne pas reconnaître comme chef d'État légitime. La situation s'est envenimée au point que les deux pays n'ont plus d'ambassadeurs.

Royaliste : Et qu'en est-il d'Israël ?

Joséphine Dedet : Depuis l'affaire du Mavi Marmara (2010), la Turquie et Israël n'ont plus d'ambassadeurs. Il s'agissait d'une flottille présentée comme humanitaire, qui était affrétée par un proche du gouvernement turc et cinglait vers Gaza pour approvisionner ses habitants. Le navire a été brutalement pris d'assaut par les Israéliens. Bilan : neuf morts. Cependant, depuis quelques mois, les deux pays tentent de renouer et un accord a enfin été trouvé ce 26 juin. La Turquie et Israël sont désireux de tourner la page, mais on est très loin des relations cordiales qu'ils entretenaient dans les années 1990.

Royaliste : On s'éloigne vraiment de la politique du « zéro problème » !

Joséphine Dedet : Absolument. À présent, les Turcs ont des relations tendues avec tout le monde sauf avec... l'Arabie saoudite, où Erdoğan multiplie les déplacements. Lorsque le roi Abdallah est mort, il a interrompu sa tournée en Afrique pour se rendre à ses obsèques. Quand des centaines de pèlerins se sont fait piétiner à mort à La Mecque, il a fait taire tout le monde en louant l'organisation de l'Arabie saoudite. La Turquie s'engage d'ailleurs de plus en plus dans une politique pro-sunnite.

Royaliste : Cela ne doit pas plaire à l'Iran ?

Joséphine Dedet : Non, bien sûr, et pas davantage aux chiites d'Irak ou à la Syrie de Bachar al-Assad, dans un contexte conflictuel entre le monde sunnite et le monde chiite.

Royaliste : Et ça ne va pas mieux avec la Russie, alliée de la Syrie...

Joséphine Dedet : Depuis que les Turcs ont abattu un avion russe en novembre 2015, les relations sont en effet au plus bas. Cette crise diplomatique frappe de plein fouet les agriculteurs turcs et le tourisme, qui est sinistré.



Royaliste : Comment se positionne la Turquie dans l'imbroglio syrien ?

Joséphine Dedet : Après avoir établi d'excellentes relations avec Bachar al-Assad, Erdoğan s'est brouillé à mort avec lui lorsqu'il n'a pas écouté ses conseils et s'est lancé dans la guerre civile, l'accusant d'intriguer avec les Kurdes pour déstabiliser la Turquie. Déterminé à faire tomber Assad au plus vite, Ankara a fourni des armes à ses opposants : d'abord à des démocrates, puis à des groupes peu fréquentables qui ont pris le dessus. Ainsi, des organisations proches d'Al-Qaïda comme le Front al-Nosra ont pu profiter de l'aide turque.

En janvier 2014, des gendarmes ont intercepté des camions en partance pour la Syrie qui, sous protection des services secrets turcs, transportaient des armes sans doute destinées à des groupes hostiles à Assad... Le gouvernement turc a bloqué toute enquête et lorsque, plus tard, des journalistes d'opposition ont publié des images de ces camions, ils ont payé très cher leur curiosité. Ainsi, le rédacteur en chef de *Cumhuriyet*, s'est retrouvé en prison, inculpé pour haute trahison. Il est loin d'être le seul dans ce cas : chacun sait à quel point la presse est muselée en Turquie.

Royaliste : Quelles sont les relations des Turcs avec Daesh ?

Joséphine Dedet : On n'a aucune preuve de contacts officiels entre le gouvernement turc et cette organisation terroriste. Mais l'indulgence avec laquelle Ankara semble traiter les islamistes radicaux en Syrie et sur son propre sol a alimenté, en Occident et dans les milieux d'opposition turcs, des soupçons de collusion. À plusieurs re-

prises les Turcs ont dû démentir qu'ils achetaient du pétrole à Daesh, qu'ils soignaient ses combattants blessés dans leurs hôpitaux et qu'ils fermaient les yeux sur les franchissements de frontières des candidats au jihad. Que ces faits dénoncés par les Occidentaux, les Kurdes et les opposants au régime turc soient réels est une chose. Qu'ils soient le fruit d'une politique planifiée par le gouvernement turc en est une autre : et là, on n'en a aucune preuve.

Il est certain en revanche que les Turcs bombardent bien davantage les positions du PKK en Irak du Nord qu'ils ne luttent contre les foyers d'islamisme radical chez eux. Ils considèrent que le PYD (le parti kurde de Syrie, très proche du PKK) constitue un danger plus grand pour la Turquie que Daesh, et veulent à tout prix éviter qu'il réunifie les trois cantons kurdes de Syrie qui jouxtent leur frontière.

Cela étant, depuis que des diplomates turcs ont été retenus en otage par Daesh à Mossoul (Irak) à l'été 2014, Erdoğan a pris conscience que cette organisation représente un danger réel. Mais il est hélas trop tard, et c'est bien ce que lui reproche l'opposition. Plusieurs attentats ont été perpétrés en Turquie, certains par des Kurdes, mais d'autres par Daesh, à Diyarbakir (juin 2015), Suruç (juillet 2015) Ankara (octobre 2015) ou Istanbul (janvier 2016). Et ce n'est sans doute pas fini.

Propos recueillis par Yvonne RICHTOFFEN

Joséphine Dedet, *Roxane l'éblouissante – Le dernier amour d'Alexandre le Grand*, Éd. NIL, 2001, 288 p., 20 €.

Du même auteur : *Géraldine, reine des Albanais*, Éd. Belfond, coll. Documents et Témoignages, troisième réédition, 2016, 360 pages.

La précarité des correcteurs

Les débats autour de la loi Travail ne doivent pas faire oublier que la France compte environ six millions de personnes totalement ou partiellement privées d'emploi. Cette précarité touche des professions inattendues. Illustration par l'exemple.

Le délicieux blog *Langue sauce piquante*, animé par des correcteurs du Monde attire régulièrement l'attention de ses lecteurs sur le sort des correcteurs précaires. (1) Ces derniers appelaient leurs amis à se rassembler le 22 juin dernier devant la Bourse du Travail. Le tumulte provoqué par les menaces d'interdiction de la manifestation du 23 juin a occulté leur mobilisation. Raison de plus pour s'intéresser aux conditions d'exercice d'une profession généralement ignorée et dont les membres sont en diminution constante.

Le correcteur peut travailler pour une maison d'édition, pour un titre de presse, pour un site Internet ou pour une agence de communication. Le correcteur traque les fautes dans les textes qui lui sont confiés. Il peut aussi procéder à un travail de réécriture, en respectant la pensée de l'auteur et le contenu de l'ouvrage ou de l'article. L'écrivain Valéry Larbaud voyait en lui « *un représentant du plus noble des métiers.* » Mais les temps ont bien changé.

Le métier de correcteur et celui de lecteur-correcteur sont régis par la Convention collective de l'édition. Mais un flou juridique permet à nombre de maisons d'édition de s'affranchir de dispositions protectrices au détriment des correcteurs à domicile. Les statuts de correcteur et de correcteur-lecteur autorisent en effet un travailleur à domicile (TAD) à avoir des employeurs multiples. Un correcteur peut ainsi travailler pour plusieurs maisons d'édition, afin d'avoir suffisamment de travail pour vivre. Chacun de ses employeurs lui établit un contrat de travail, qui peut être un CDD, avec les avantages liés à la Convention collective. Mais certains éditeurs arguent d'une production éditoriale en recul pour ne pas fournir à leur TAD le volume de travail annoncé lors de l'embauche. Le

correcteur reste salarié de l'entreprise, mais n'a plus ou pas assez de revenu. N'étant pas licencié, il ne peut prétendre aux allocations chômage. Inversement, le correcteur peut être en situation de ne pas pouvoir faire face à une grande quantité de travail. Les employeurs multiples qui exigent de leur salarié une totale disponibilité ne veulent pas en tenir compte. Cette situation permet à nombre de maisons d'édition peu scrupuleuses d'exercer un véritable chantage sur leurs salariés pour les contraindre à adopter le statut d'auto-entrepreneur, qui ne résoudra aucun des problèmes du correcteur.

Le statut d'auto-entrepreneur permet en revanche aux employeurs d'échapper au treizième mois, aux congés payés, aux avantages sociaux telle la mutuelle.

Le salaire horaire moyen brut d'un correcteur serait de 15 € net. Mais certains affirment qu'il peut être inférieur au SMIC. (2) En réalité, le correcteur salarié est payé à la tâche. En lisant sous la plume de l'auteur de *Femina Marquez* que celui-ci voulait inviter à dîner, son correcteur, voire même à « *lui offrir une prime pour chaque faute* » signalée, plus d'un correcteur d'aujourd'hui doit rêver du bon vieux temps. (3)

« *Pour résumer, le correcteur est le rêve du libéralisme absolu* », nous dit le collectif des Correcteurs précaires, (4) qui proclame que « *L'édition mérite une bonne correction* ».

Une intersyndicale a proposé des améliorations à l'annexe IV de la Convention collective de l'édition, revendiquant le droit de pouvoir travailler le même nombre d'heures d'une année sur l'autre et de pouvoir lisser les revenus annuels afin d'avoir un salaire fixe. Plus de 5 000 personnes ont déjà signé une pétition de soutien. (5)

Il fut un temps où d'aucuns tenaient la langue pour un enjeu de lutte des classes. L'écrivain Jean Rouaud, prix Goncourt 1990 pour les « *Champs d'honneur* », prétend qu'on « *parle d'une langue fautive quand elle parle le langage des maîtres.* »

Mais les nouveaux maîtres, à l'image de Patrick Drahi, patron de l'Express et de SFR, se moquent bien de la correction du langage quand, pour eux, elle ne sert qu'à produire ce qu'ils appellent du *contenu*. Les correcteurs, comme la langue, méritent d'être soutenus.

L. L.

(1) <http://correcteurs.blog.lemonde.fr/2016/05/11/de-la-precarite-trop-durable-chez-les-correcteurs/>

(2) Valéry Larbaud, Sous l'invocation de Saint Jérôme.

(3) www.correcteurs.org

(4) <https://www.facebook.com/Correcteurs-precaires-1560402207594934/timeline>

(5) <http://correcteurs.wesign.it/fr>

Brèves

Allemagne

Le 13 juin : Une centaine de monarchistes bavarois se sont rassemblés, en présence du prince Léopold von Wittelsbach, pour commémorer le 130e anniversaire de la mort du roi Louis II de Bavière. Selon un récent sondage, daté de mai dernier, 14 % de la population bavaroise souhaiterait le retour de la monarchie dans le land de Bavière.

Népal

Le 17 juin : Le ministre des Affaires étrangères et leader monarchiste du Parti national démocratique du Népal, Kamal Thapa, a réaffirmé devant ses partisans que le but du parti était toujours de restaurer la monarchie et l'état Hindou même si celui-ci était membre du gouvernement. Certaines voix se sont élevées afin de réclamer que l'ancien monarque Gyanendra Shah soit envoyé devant un tribunal pénal et poursuivi pour les crimes commis sous la monarchie.

Roumanie

Le 17 juin : L'Alliance nationale pour la restauration de la monarchie et le gouvernement roumain ont confirmé qu'ils avaient entamé des pourparlers avec les différents grands partis politiques afin de donner un véritable statut officiel de représentation à la famille royale au sein de la République.

Brésil

Le 18 juin : Un député du Parti Humaniste de la Solidarité, Antonio Lira de Medeiros da Silva, a suggéré de créer une Assemblée constituante et d'étudier la possibilité de restaurer la monarchie au Brésil afin de résoudre les problèmes du pays. Selon le député, le système républicain a prouvé qu'il ne marchait pas et qu'il était désormais nécessaire de restaurer l'empire.

Frederic de NATAL

Un XIXe siècle religieux

On peut avoir toutes les préventions et tous les agacements à l'égard du dix-neuvième siècle. Il est néanmoins très difficile de s'en débarrasser, parce qu'il nous colle à la peau pour peu que nous ayons la sensibilité littéraire. Même prévenus à l'encontre de tous les poisons du romantisme, nous ne pouvons manquer d'une secrète reconnaissance à son égard. Albert Thibaudet a bien formulé le paradoxe en notant qu'on ne peut « *le séparer des réactions qu'il provoque, des examens de conscience qu'il oblige à faire, des nostalgies qu'il fait éclore, des beaux enfants qu'il a nourris et qui s'exercent à le battre.* » Ainsi en va-t-il aussi du dix-neuvième siècle religieux, notamment dans sa première partie, qui coïncide avec l'exaltation romantique. Mais cet aspect essentiel est fort mal connu, souvent il n'est qu'allusivement traité dans l'histoire de la littérature. Il a fallu attendre 1987, avec l'apparition de l'ouvrage pionnier de l'américain Frank Paul Bowman (1927-2006) « *Le Christ des barricades* » pour disposer enfin d'une étude complète du sujet. Rétrospectivement, je me reproche de ne pas lui avoir, sur le moment, apporté l'attention nécessaire. Mais l'ouvrage est aujourd'hui réédité par les soins de Sophie Van den Abele-Marchal et de Frédéric Rouvillois, qui, dans leur préface, en définissent exactement l'importance. L'idéologie politique qui s'élabore au lendemain de la Révolution française est totalement dépendante d'un discours sur la figure du Christ, omniprésente chez tous les auteurs, quels qu'ils soient. Ce qui au total nous fournit une expression « *complexe, multiple, contradictoire, lacunaire au regard de l'exégèse traditionnelle, souvent propagandiste et toujours polémique* », aussi bien en ses désinences conservatrices que révolutionnaires.

C'est surtout l'aspect révolutionnaire qui retient Bowman, parce qu'il est le plus prégnant, mais il ne peut être dissocié de son contraire, avec lequel il semble partager une même matrice intellectuelle. Comment oublier que Félicité de Lamennais, qui va porter à l'extrême la potentialité subversive d'un certain évangélisme, a commencé sa carrière à l'autre bord, ultra et ultramontain ! C'est que l'évolution des idées a produit une rupture à l'égard du siècle précédent, rationaliste et antireligieux. Ceux que Bowman appelle ironiquement « *les paroissiens du curé Meslier* » sont devenus minoritaires. Meslier, c'était ce curé de campagne ardennais, mort en 1729, qui révéla à travers son testament (publié par les bons soins de Voltaire) son athéisme et son matérialisme virulents qu'il avait gardés pour lui. Considéré comme précurseur et même fondateur des Lumières, il représente ce qu'il y a de plus hostile à la tradition chrétienne. Il aura une solide postérité et compte encore aujourd'hui des admirateurs comme Michel Onfray. Mais ils sont rares au tournant entre le dix-huitième et le dix-neuvième siècle où s'accomplit un surprenant retour au religieux. Chateaubriand, avec son « *Génie du Christianisme* » est le plus emblématique représentant de cette sensibilité, mais son ouvrage est significatif d'un mouvement de fond qui traverse le Consulat et l'Empire. C'est peut-être Madame de Staël qui marque le mieux la rupture philosophique qui se produit à travers un itinéraire spirituel, qui ne l'amène pas aux portes de l'Église catholique romaine, mais la rapproche d'un Dieu intérieur essentiel pour ce qu'elle cultive en elle, le bonheur, l'amour et l'art.



C'est toute la littérature, les idées philosophiques et politiques qui participent de cette transformation, produisant ainsi un changement de l'opinion publique. Celui-ci est progressif. La révolution de 1830 est encore empreinte d'un anticléricalisme virulent. Celle de 1848 sera, au contraire, imprégnée de sentiments ardemment religieux. Les curés bénissent les arbres de la liberté, et leurs homélies sont accueillies avec enthousiasme. Il est vrai que le climat s'assombrit en quelques mois, avec notamment la mort de l'archevêque de Paris, monseigneur Affre, tué sur les barricades pour avoir voulu interrompre l'affrontement meurtrier. Mais c'est l'autre moitié du siècle qui s'annonce sous d'autres auspices... L'objet de la recherche de Frank Paul Bowman se rapporte à un moment bien précis, où c'est la figure du Crucifié qui se profile partout en tant que libérateur de l'humanité. On est confondu par la richesse de ces découvertes qui se rapportent autant aux auteurs les plus réputés qu'aux parfaits inconnus.

Prenons un seul exemple, celui de George Sand connue pour ses inclinations révolutionnaires et ses postures pré-féministe. On connaît moins ses opinions religieuses, nullement orthodoxes, ambivalentes et évolutives. Le père de Lubac a montré dans son étude sur la postérité spirituelle de Joachim de Flore comment son panthéisme final constituait la conclusion d'une traversée plus que chaotique. N'empêche qu'elle a baigné dans ce climat où l'évangile du pur amour johannique devait inspirer une nouvelle religion de fraternité, dont elle dessine les contours et définit jusqu'aux *sacrements*. Ce en quoi elle est bien au diapason des théoriciens d'un Jésus socialiste qui fleurissent alors, surtout Pierre Leroux auquel elle voue la plus grande admiration. Leroux, qui estimait « le système dogmatique ruiné de fond en comble », mais maintenait une essence philosophique qui revivait sous forme d'un idéalisme progressiste. « *Jésus fut, parmi tous les fils de Dieu que renfermait l'occident, son fils chéri par excellence. Il fut le Prométhée qui anima du feu divin nos statues d'argile. Il nous donna le mouvement, l'initiation, la vie.* » Le détachement à l'égard de toute véritable tradition théologique, et notamment de la conception newmanienne de l'organicité dogmatique permettait tous les développements possibles, parfois les plus violents. Dans le cas d'un Mickiewicz pourtant proche de Michelet (son collègue au Collège de France) la polonitude concilie messianisme et identification plus proche du Jésus de la foi et de l'Histoire.

A la fin de son livre, Bowman s'interroge sur la postérité de cette religiosité dix-neuviémiste. En rappelant qu'elle fut le plus souvent étrangère à la recherche exégétique qui se développait à la même période en Allemagne. Il établit des correspondances avec Maurice Blondel, Pierre Teilhard de Chardin et Hans Urs von Balthasar, qui, eux, ont profité des progrès de l'érudition religieuse et s'inscrivent dans la continuité ecclésiale. Les ressemblances établies n'accusent pas moins des différences considérables. Le progressisme chrétien, qui connut son apogée dans les décennies d'après-guerre, avait sans doute des liens avec la tentative de Lamennais, mais ce fut une renaissance bien éphémère, dont la fragilité avait quelque rapport avec ce qu'il y a de hasardeux et de trop sentimental chez les prédécesseurs. Et puisque les deux préfaciers rappellent le rôle du *Témoignage Chrétien* de la Résistance, il y a lieu de faire le partage entre un André Mandouze héritier du romantisme religieux et un Lubac et un Fessard, dont la solidité doctrinale se rapporte à une tradition plus élaborée et plus profonde.

Gérard LECLERC

Frank Paul Bowman, *Le Christ des barricades*, Éd. du Cerf, coll. LeXio, 372 p., 2016, 10 €.

Politique et religion en islam sunnite

Lorsqu'Abou Bakr al-Baghdadi proclama le califat à la grande mosquée de Mossoul le 29 juin 2014, l'événement ne fit pas grand bruit. Mais les fulgurantes conquêtes territoriales de Daech obligèrent plusieurs États à organiser des répliques militaires plus ou moins efficaces ponctuées de sanglants attentats. Divers milieux invoquent ces événements pour accuser l'islam en général tandis que d'autres voient dans le *djihad* une révolte de réprouvés.

Le débat sur les différentes expressions de l'islam politique n'a de sens que si l'on s'informe sérieusement sur la manière dont le problème théologico-politique s'est posé et se pose dans les sociétés musulmanes. Il faut donc acquérir des connaissances sur la philosophie islamique (1) et sur l'histoire des institutions en terre d'islam. Sur ce second aspect de la question, Nabil Mouline offre un livre bref, complet et limpide (2) qui présente les tentatives de résolution pratique du problème théologico-politique que notre modernité prétend avoir liquidé.

En définissant sa secte comme *État islamique*, Abou Bakr al-Baghdadi opère un classique retour vers l'origine. Le chef *djihadiste* affirme descendre de Mahomet, il établit une charia maximaliste et promet à ses troupes la domination universelle. Son califat est un modèle de totalitarisme : la communauté des croyants est soumise à la loi religieuse sous l'égide du calife, ce qui suppose la destruction des nations, des institutions séculières... et de tous les mécréants. Cette conception se situe très exactement dans la tradition du wahhabisme : ce courant minoritaire professe l'unité de foi par une loi imposée selon une lecture littérale du Coran qui procède de la doctrine juridique hanbalite, professée par Ahmad Ibn Hanbal (780-855). Abou Bakr al-Baghdadi puise encore plus profond puisqu'il récupère l'idée, largement répandue chez les sunnites, que les quatre premiers califes qui ont succédé au Prophète ont instauré sur terre la cité de Dieu. Par la suite, les empires omeyyade (661-750) et abbasside (750-1258) auraient été un âge d'or conjuguant la foi, la puissance et la prospérité. C'est ce retour aux sources pures que les militants de Daech, après tant d'autres, voudraient effectuer en menant une guerre impitoyable contre les Juifs, les *Croisés* et les apostats.

L'idéalisation des premiers temps de l'islam ne résiste pas à la recherche historique. Le Prophète n'avait rien dit quant à sa succession et le Coran affirme que le pouvoir et l'autorité sont des attributs de la puissance divine - ce qui peut être interprété de diverses manières. Par analogie, l'absolue souveraineté d'Allah conduit à envisager une souveraineté humaine et à instituer une médiation prophétique et royale sans que soient précisées la nature du régime politique et la règle de succession pour les successeurs de Mahomet. Comme les chrétiens d'Orient et d'Occident, les musulmans ont été confrontés à un problème théologico-politique compliqué par les mouvements de l'histoire et les passions humaines. Dans les pays sunnites, les diverses solutions apportées au fil du temps ne nous sont pas étrangères même si elles ont pris des formes spécifiques.

Les enjeux familiers concernent la succession du Prophète puis la transmission du pouvoir impérial. Comme il n'y a pas de règle de succession, les conflits sont immédiats et violents - entre les Mecquois et les Médinois et entre les héritiers potentiels puisque, parmi quatre les premiers califes, trois meurent assassinés. Après la guerre civile au cours de laquelle Ali est assassiné, la communauté religieuse ne parvient pas à se reconstituer car des tendances antagonistes vont aboutir à la grande opposition entre chiites et sunnites. C'est là l'échec d'un projet théocratique qui se voulait parfaitement unifiant dans tous les domaines.

L'âge des empires arabes - deux siècles seulement - n'apporte pas non plus de claire solution théologico-politique. L'islam est en expansion mais il se coule dans une forme monarchique-impériale préexistante, perd sa vocation messianique tout en affir-

mant la sacralité du pouvoir califal fondé sur le mythe des premiers « *califes bien dirigés* ». Mais Nabil Mouline souligne que « *les élites califales s'avèrent incapables de créer une entité politico-religieuse impersonnelle* » car leur conception du pouvoir reste patrimoniale dans sa confusion des affaires publiques et privées. D'où les incessants conflits politiques et interreligieux (la rivalité entre califes et oulémas), la succession des dynasties et la concurrence des califats selon une perspective qui reste théocratique et qui le demeure lorsque les Ottomans rassemblent une partie du monde sunnite et proclament en 1774 un califat qui sera aboli en 1924 par Mustapha Kemal.

À Istanbul, règne un sultan-calife et le modèle théocratique reste intact. Ce n'est qu'une apparence comme l'explique Nabil Mouline. La dynamique de la modernité s'introduit subrepticement dans l'empire lorsque la Sublime Porte, dont les troupes ont été défaites par les Russes, est obligée de signer en 1774 le traité de Küçük Kaynarca qui met fin à la domination ottomane sur la Crimée. L'une des clauses du traité précise que le sultan conserve une autorité morale et spirituelle sur les Tatars de Crimée en tant que « *grand calife du mahométisme* » - donc de tous les musulmans ! Sans l'avoir voulu, les diplomates russes introduisent dans l'empire ottoman la distinction du spirituel et du temporel qui bouleverse les conceptions théologiques, juridiques et politiques partagées dans l'*umma* depuis des siècles. Une première Constitution est promulguée en 1876 sur le modèle belge et le califat s'oriente brièvement vers la monarchie constitutionnelle avant de tenter de se sauver par le panislamisme. Viendra ensuite le temps des nationalismes laïcissants - et dans l'ombre la montée en puissance des Frères musulmans nostalgiques du califat - puis l'extrémisme religieux comme tentative sanglante et désespérée de mettre un terme au travail de la modernité.

B. LA RICHARDAIS

(1) Christian Jambet - *Qu'est-ce que la philosophie islamique ?*, coll. Folio essais, Gallimard, 2011, 10,40 € ; et du même auteur, *Le gouvernement divin, Islam et conception politique du monde*, coll. CNRS Philosophie, CNRS Éditions, mars/2016, 480 pages, prix public : 26 €.

(2) Nabil Mouline - *Le Califat. Histoire politique de l'islam*, Flammarion, coll. Champs histoire, 2016, 288 p., 10 €.



Communiqué du Prince Jean de France du 23 juin 2016

« *L'Europe se fait contre les peuples...* »

L'union européenne est une sorte de chimère.

Elle a construit toute une bureaucratie pour veiller au respect de règles libérales, qu'elle a malheureusement érigées en dogmes. Son administration n'est pas moins tatillonne que celle d'un régime socialiste. Il suffit de considérer les directives produites par Bruxelles sur des sujets aussi divers que la composition du chocolat ou la fabrication des fromages ! Parfois, l'Europe me fait penser à ce film de Terry Gilliam, *Brazil* : c'est un monde Kafkaïen. Pour faire cesser ces dérives, il faut une grande liberté intérieure, ce qui manque à nos politiques : ils ont du mal à résister à la pression des médias, qui les somment de réagir instantanément, sans aucun recul.

Pourtant, on pourrait tout à fait imaginer une confédération fondée sur la subsidiarité : ce que les États peuvent faire eux-mêmes ne doit pas leur être enlevé. L'Europe telle que je la conçois serait fondée sur la coopération entre les nations, celles-ci choisissant librement de s'associer pour de grands projets d'envergure mondiale. C'est l'Europe d'Airbus et d'Ariane. Pas besoin de structures permanentes, pas besoin de Commission européenne pour construire un avion... Et si nous nous accordons sur des buts plus politiques, veillons à respecter l'identité de chaque pays, ce qui est de moins en moins le cas. Le peuple français en sait quelque chose, puisque ses représentants ont contredit son expression directe en votant un traité presque identique à celui que les citoyens avaient refusé par référendum. Ce décalage entre les institutions et le peuple est antidémocratique et particulièrement inquiétant : il nourrit l'amertume et le ressentiment. L'Europe se fait contre les peuples et sans l'homme. Allons-nous commettre la même erreur que l'Union Soviétique ?

Abonnements

Pour bon nombre de nos lecteurs, la période estivale coïncide avec l'échéance de leurs abonnements...

N'oubliez pas de vous réabonner.

NAR, Bloc C - Boîte 13, 38, rue Sibuet, 75 012 Paris

L'été de la NAR

Durant cet été 2016, nos locaux resteront ouverts pendant les mois de juillet et d'août, tous les après-midi du lundi au vendredi.

Vous y êtes les bienvenus, pour une simple visite ou pour profiter de notre grande braderie d'été sur nos livres et objets divers...

N'hésitez pas !

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - boîte 13 - 38 rue Sibuet - 75012 Paris

**Abonnement,
adhésion et librairie**
règlement à l'ordre de :

la **Nouvelle Action
royaliste (NAR)**

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01.42.97.42.57

**Grande braderie
permanente !
dans les locaux :**

livres anciens
de 2 à 5 €

et livres récents
à moitié prix

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - Boîte 13
38, rue Sibuet - 75012 Paris

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint :
Christophe Barret

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Rédacteur en chef :
Alain-Paul Nicolas

Com. paritaire : 05 14 - G
84 801
ISSN 0151-5772

Notre Europe sans rivages

Non, la Grande-Bretagne ne sort pas de l'Europe. A la suite du référendum du 23 juin, elle décide de quitter l'Union européenne, ce qui est tout à fait différent.

L'Angleterre s'est constituée en Europe et en même temps que l'Europe qu'elle a contribué à former par sa pensée et par ses institutions – elle, la mère des Parlements. La Grande-Bretagne est et restera européenne parce qu'elle est partie prenante, hier comme aujourd'hui et demain, dans l'équilibre de l'Europe continentale. La Grande-Bretagne, par choix démocratique, va cesser de siéger dans des organismes qui ne couvrent qu'une partie de l'Europe selon des traités qu'elle a déjà refusés ou qui ne lui conviennent plus. C'est important mais ce n'est pas essentiel. L'Europe, notre vieille Europe, en a vu d'autres...

On dit, en termes plus ou moins choisis, que la Grande-Bretagne va perdre sa puissance et son rang. C'est oublier que les Anglais ont inventé voici 67 ans (1) une manière singulière de participer au monde selon les principes universels de liberté et d'égalité sous la forme d'un *Commonwealth of Nations*. La reine d'Angleterre est le chef de cette confédération souple qui réunit 53 Etats répartis sur tous les continents et qui sont des royaumes, des républiques ou des monarchies. Trente millions de km² et plus de deux milliards d'êtres humains réunis par l'histoire, la culture et la présence symbolique d'une reine ! La reine d'une République (*Commonwealth*) de nations confédérées... Cela ne disparaîtra pas en quelques mois ou en quelques années même si Jean-Claude Juncker, à Bruxelles, n'est pas content.

Ce *Commonwealth of Nations* nous rappelle que l'Europe est sans rivages et qu'il faut, pour envisager son avenir, garder en mémoire les ensembles internationaux auxquels ses principales nations participent. Il y a, selon diverses modalités, une francophonie, une hispanité, une lusophonie, une russophonie qui permettent de ne pas limiter la participation de l'Europe aux affaires mondiales aux compétitions économiques et aux rivalités de puissances. Lorsqu'il sera possible de reprendre le projet de Confédération européenne de Brest à Vladivostok, le *Commonwealth of Nations* sera une source majeure d'inspiration.

Ces vastes perspectives ne sauraient distraire des préoccupations de l'heure. Les médias français dissertent sur l'éclatement des partis politiques britanniques et sur la dislocation prochaine du Royaume-Uni. Ils négligent la force de la symbolique royale et oublient de s'interroger sur l'état de l'Union européenne divisée entre pays de la zone euro et pays hors-zone, entre le nord et le sud, entre l'est et l'ouest et surtout dépourvue de tout projet. *L'Europe sociale* n'a jamais vu le jour, *l'Europe de Schengen* est morte, la promesse de liberté et de prospérité a été violée par ceux qui nous l'avaient faite sous la forme du *marché unique* puis après l'effondrement de l'Union soviétique.

Quelle prospérité ? L'Union européenne subit les effets destructeurs de l'ultralibéralisme : 24 millions de chômeurs officiellement recensés, 87 millions de pauvres, soit une personne sur cinq ! La zone euro est un carcan déflationniste dont les effets à tous égards destructeurs sont vérifiés, en Grèce tout particulièrement.

Quelle liberté ? Les référendums de 2005 en France et aux Pays-Bas et le référendum de 2015 en Grèce ont été tenus pour nuls et non advenus. Le référendum britannique du 23 juin a confirmé que toute consultation mettant en jeu les traités *européens* est précédée de déclarations apocalyptiques et suivie de manœuvres de déstabilisation. Après avoir répercuté les velléités punitives de Jean-Claude Juncker qui voulaient frapper Londres vite et fort pour éviter toute contagion, les médias reprennent la tactique de ceux qui, à Bruxelles et Berlin, affectent la patience en espérant que la menace de dislocation du Royaume-Uni conduira le Parlement britannique à différer puis à annuler les résultats d'un référendum dont on répète sur tous les tons qu'il n'était que consultatif. Bien entendu, François Hollande s'alignera sur Berlin croyant faire couple avec une chancelière qui se préoccupe uniquement de l'intérêt allemand.

Face au peuple britannique, comme hier face au peuple grec, comme avant-hier face aux peuples français et néerlandais, l'élite du pouvoir et des affaires a agi sans masque, avec une détermination violente et un formidable mépris de classe, pour la défense de ses profits et privilèges. Il faut préparer son élimination politique pour construire l'Europe sans rivages comme libre confédération d'Etats souverains.

Bertrand RENOUVIN

(1) Le Commonwealth est créé lors de la Déclaration de Londres de 1949.

